



MAITRE D'OUVRAGE
HOSPICES CIVILS DE LYON
Direction des Affaires Techniques
69003 LYON

GRAND - ANGLE
architecture

ARCHITECTE
GRAND ANGLE ARCHITECTURE
25 rue Saint Simon
69009 LYON

Biming

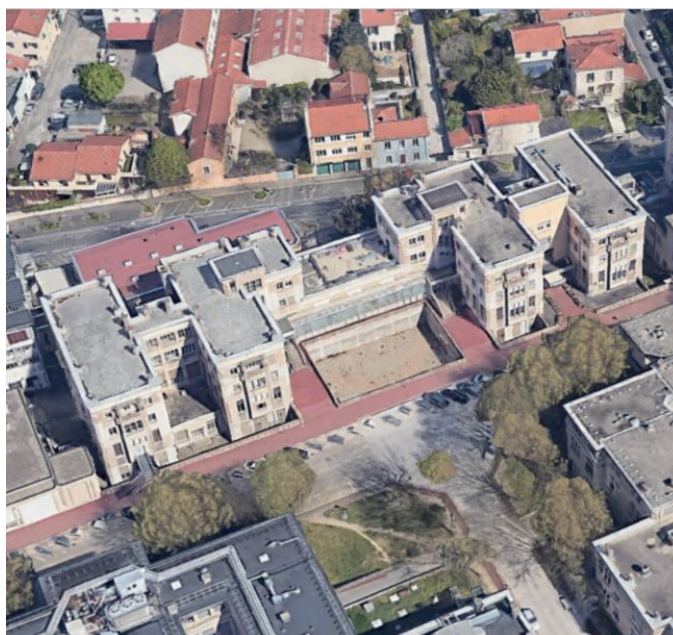
ECONOMISTE
BIMING
13, rue Jean Grolier
69007 LYON



FLUIDES
OXY INGENIERIE
70 rue Saint Jean de Dieu
69007 LYON

HCL_Restructuration URCC

5 place d'Arsonval
69003 LYON



CCTP

Lot N°00 CCT COMMUN

EMETTEUR	AFFAIRE	PHASE	DATE	INDICE
BIMING	LYON 03 - PAV. X	DCE URCC	23/06/2025	1

Sommaire

1	PRESENTATION DU PROJET	5
1.1	Description du projet	6
1.2	Identification des intervenants	7
1.3	Tranches optionnelles	8
1.4	Décomposition des travaux en lots	8
1.5	Données climatiques et sismiques	8
1.6	Sécurité incendie	8
1.7	Performances thermiques	9
1.8	Classement des risques des locaux à atmosphère contrôlée	9
1.9	Qualité des matériaux	9
1.10	Composition des planchers existants	9
1.11	Amiante	10
1.12	Plomb	10
1.13	Note de phasage des travaux	10
2	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	12
2.1	Connaissance des lieux et de ses contraintes	12
2.2	Contenu du prix du marché	13
2.3	Caractère non limitatif du CCTP	14
2.4	CDPGF annexé au DCE	14
2.5	Responsabilité de l'entrepreneur	14
2.6	Travaux spéciaux	14
2.7	Règles d'exécution générales	14
2.8	Études techniques - Plans d'exécution	15
2.9	Obligations pendant l'exécution des travaux	15
2.10	Dossier des ouvrages exécutés	15
3	REGLEMENTATION GENERALE APPLICABLE	17
3.1	Rappel de la réglementation	17
3.2	Règlement européen Produits de construction - Marquage CE	18
3.3	Produits et procédés innovants	18
3.4	Règles professionnelles	18
3.5	Règlementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers	19
3.6	Règlementations concernant les déchets et les bruits de chantier	20
4	SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES	22
4.1	Liaisons entre les corps d'état	22
4.2	Plan Général de Coordination (PGC)	22
4.3	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)	22
4.4	Sécurité sur le chantier	23
4.5	Traits de niveau	23
4.6	Travaux spéciaux	23
4.7	Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.	23
4.8	Protection des ouvrages exécutés	24
4.9	Éléments "modèles"	24
4.10	Nettoyage de chantier	25
4.11	Remise en état des lieux	25
5	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX DE REHABILITATION	26
5.1	Protections des ouvrages existants	26
5.2	Mesures de conservation des ouvrages existants	26
5.3	Échafaudages et protections	26
5.4	États des lieux	26
5.5	Dimensions des existants	26
5.6	Matériaux et matériels de récupération	27
5.7	Stockage de matériaux et gravois sur planchers existants	27

Sommaire

6 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX EN SITE OCCUPE	28
6 1 Organisation de chantier	28
6 2 Locaux en activité	28
7 INSTALLATION ET GESTION DE CHANTIER	29
7 1 Branchements de chantier	29
7 2 Sanitaires	29
7 3 Salle de réunion, vestiaires	29
7 4 Compte prorata	29
7 5 Litiges	29
8 PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX	30
8 1 Choix des teintes et/ou décors	30
8 2 Nature et qualité des matériaux et produits en général	30
8 3 Responsabilité de l'entrepreneur	30
8 4 Contrôle et réception des matériaux sur chantier	30
8 5 Échantillons	31
8 6 Protection et stockage des matériaux	31

1 PRESENTATION DU PROJET

1 1 Description du projet

L'opération concerne le site des Hospices Civils de Lyon.

Le site est localisé au 5 place d'Arsonval - 69003 LYON, et date des années 1910 à 1930 (architecte Tony Garnier). L'hôpital suit une organisation en pavillons indépendants, implantés selon un plan orthogonal et qui sont reliés par des galeries souterraines. Le site couvre environ 20 ha. Son organisation et son architecture caractéristique ont conduit à son inscription à la liste des Monuments Historiques par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (nommé ci-après DRAC).

Chaque pavillon, en R+2 et R+3 héberge historiquement une spécialité médicale.

Cette organisation induit de nombreux déplacements des patients et n'est plus compatible avec les impératifs actuels de l'activité médicale d'un tel centre hospitalier.

Le projet envisagé dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur fait la transition d'une logique pavillonnaire vers un regroupement fonctionnel des activités.

Pour le pôle pharmacie, cela consiste à rassembler tous les locaux ayant une activité liée à la pharmacie (excepté les archives mortes) dans le pavillon X et le bâtiment 01, localisés au nord-est du site de l'HEH.

Les bâtiments considérés par le schéma directeur (bâtiment 01 et Pavillon X) sont situés à proximité directe de la rue Trarieux au nord du site.

Deux entrées sur cette rue permettent les livraisons vers ces bâtiments. Pour le personnel, le bâtiment est accessible au sud par une rue de hôpital.

Cette rue comporte des espaces de stationnements extérieurs à destination du personnel et du public occupants une surface importante de la chaussée.

Les échanges entre les différents bâtiments de l'HEH sont réalisés par des coursiers circulant dans un réseau de galeries souterraines.

Les deux bâtiments (01 et X) sont reliés par une coursive et un espace de stockage à chacun des niveaux SSOL et RDC. Au R+1, une toiture terrasse relie les deux bâtiments.

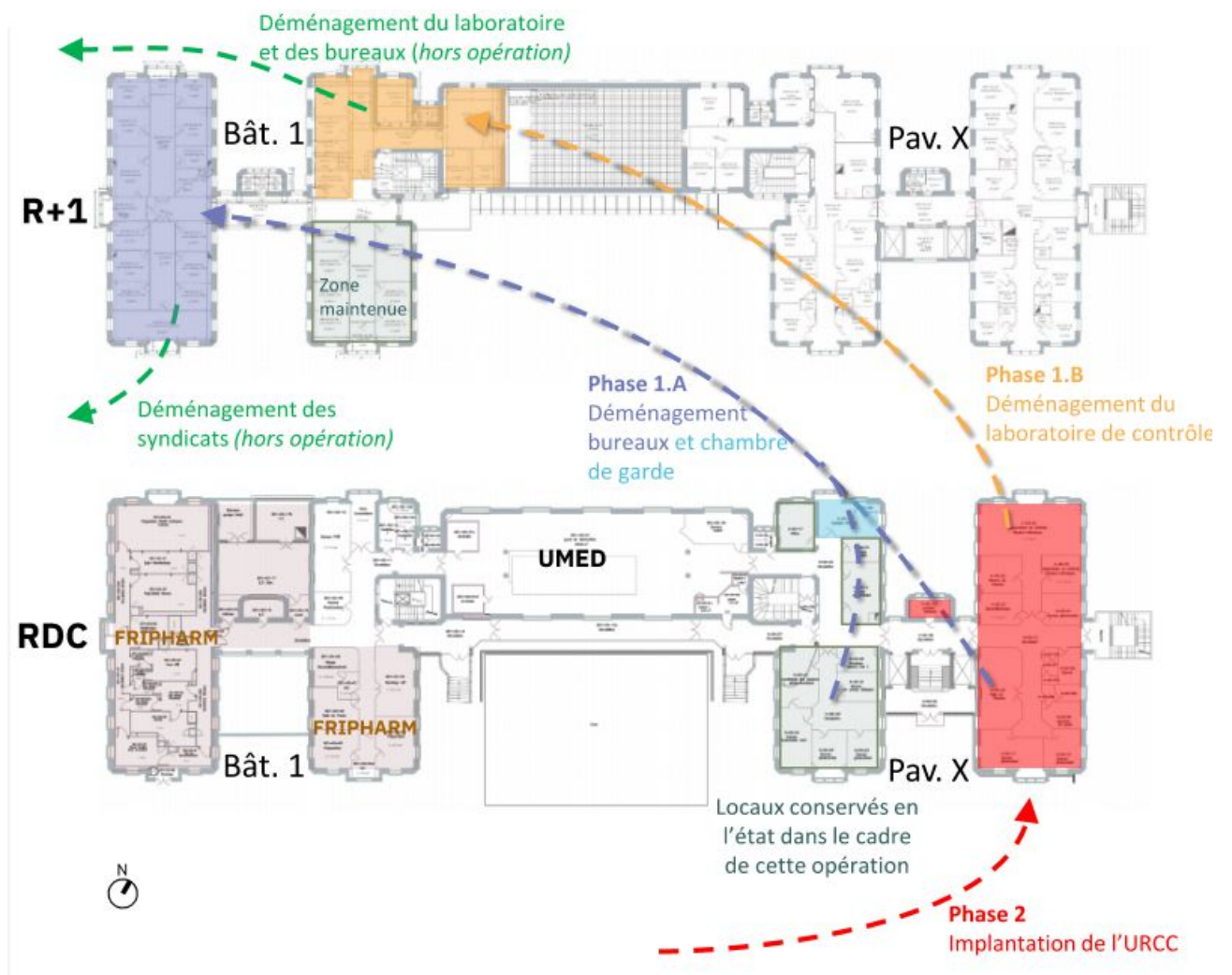
Le schéma directeur se décline en deux phases de travaux:

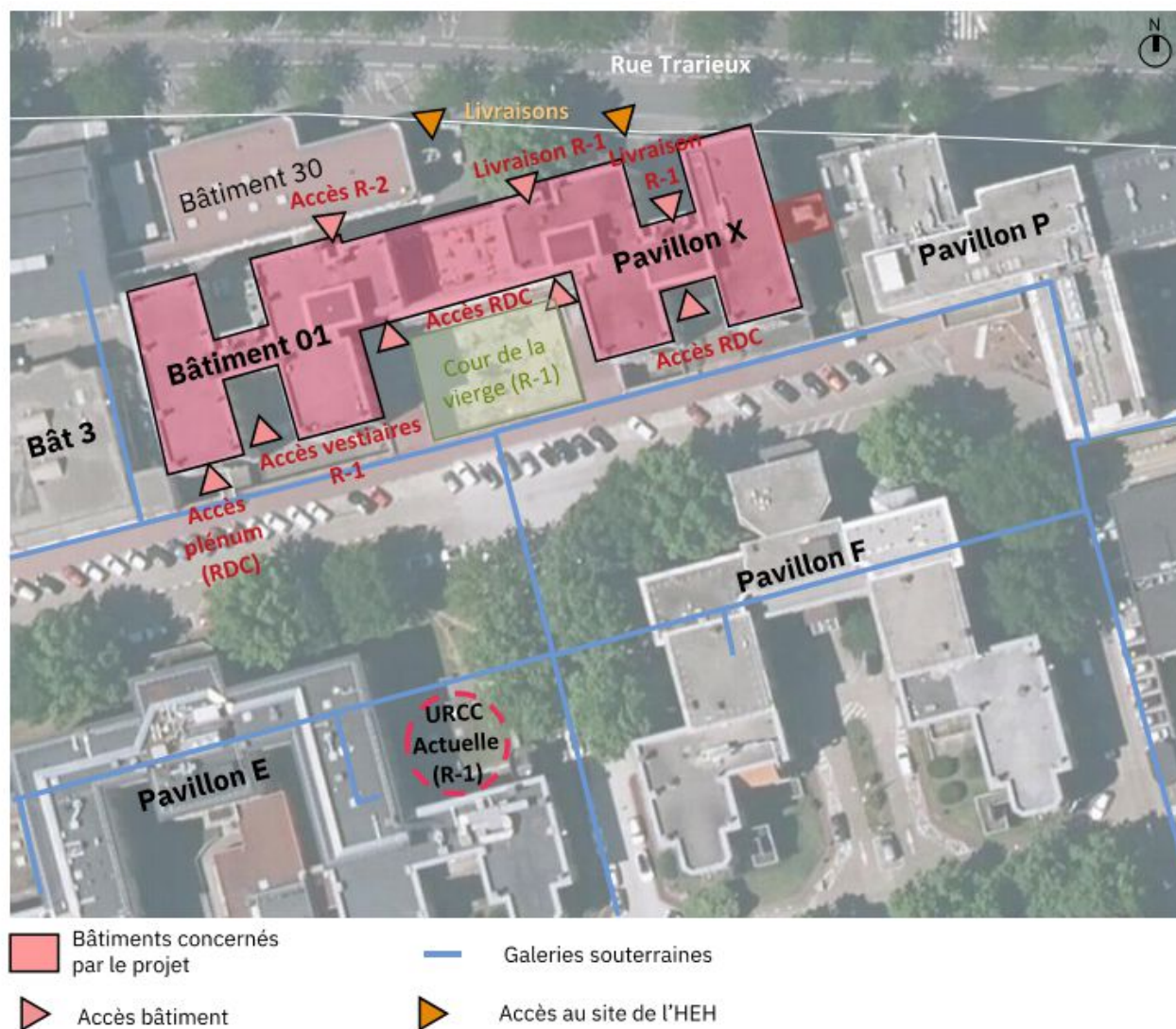
- Phase 1 : aménagement des locaux au bâtiment 1 (nommé selon la GMAO HEH-B01) pour accueillir les activités qui étaient installées jusqu'ici au pavillon X objet de la phase 2 de l'opération. Il s'agit de relocaliser les services pour avoir accès aux locaux objets des travaux de la phase 2. Est également intégré à cette phase préparatoire l'aménagement d'un local chambre de garde + local plasma, tous deux nécessaires au maintien de l'activité de pharmacologie. Ces deux locaux sont situés dans le pavillon X au RDC ;

- Phase 2 : restructuration et aménagement des futurs locaux de l'Unité de Reconstitution Centralisée des Cytotoxiques (nommé ci-après URCC), représentant environ 330m².

La présente opération ne concerne que la Phase 2.

Le chantier se localise dans le HEH-X sur l'aile est du pavillon. Le reste des locaux seront maintenus en activité pendant toute la durée du chantier.





1 2

Identification des intervenants

MAITRE D'OUVRAGE

HOSPICES CIVILS DE LYON
Direction des Affaires Techniques
5 place d'Arsonval
69003 LYON

ARCHITECTE

GRAND ANGLE ARCHITECTURE
25 rue Saint Simon
69009 LYON

ECONOMISTE

BIMING
13, rue Jean Grolier
69007 LYON

BE FLUIDES

OXY INGENIERIE
70 rue Saint Jean de Dieu Bât. Slam
69007 LYON

CONTROLEUR TECHNIQUE

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SASU
Racing Park
4 chemin du Tronchon
69410 Champagne au Mont d'Or

COORDINATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

AASTUS
28 rue d'Italie
38110 La Tour du Pin

1 3 Tranches optionnelles

Dans le cadre de cette opération, sont prévues des tranches de travaux fermes et optionnelles.
La valorisation des tranches optionnelles suivantes est demandée :
- tranche optionnelle 1 : aménagements de locaux au sous sol -1.

Elles sont présentées et détaillées dans le(s) CCTP et les CDPGF de chaque macro-lot concerné.

1 4 Décomposition des travaux en lots

Les travaux seront réalisés suivant le calendrier prévisionnel d'exécution joint au dossier de consultation.

Ils seront réalisés en une tranche ferme selon l'allotissement suivant :

MACRO-LOT A composé de :

- A.1 Démolition - Gros Oeuvre
- A.2 Serrurerie

LOT B Menuiseries extérieures bois

MACRO-LOT C composé de :

- C.1 Cloisons - doublages - plafond
- C.2 Sols souples
- C.3 Menuiseries intérieures - mobiliers - signalétique
- C.4 Peinture - revêtements muraux - nettoyage

MACRO-LOT D composé de :

- D1 Enveloppe salle blanche
- D2 CFO - CFA
- D3 CVC - Plomberie sanitaire - fluides spéciaux

Le lot principal pour cette opération est le macro-lot n°A.

1 5 Données climatiques et sismiques

Ville : Lyon
Région : Rhône-Alpes
Altitude projet : 185 m

Vent (NF EN 1991-1-4) :

- zone de vent : 2 ;
- valeur de référence de la vitesse de référence du vent : $v_{b,0} = 24,0$ m/s ;
- catégorie de terrain : IV_Zones urbaines dont au moins 15% de la surface sont recouverts de bâtiments dont la hauteur moyenne est supérieure à 15m; forêts.

Sismicité (NF EN 1998-1) :- zone sismique : 2 ;
Catégorie d'importance : III.

1 6 Sécurité incendie

Les entreprises veilleront à ce que les matériaux mis en œuvre respectent les normes et exigences incendie suivant le classement du bâtiment, ou à défaut des locaux, conformément à la notice de sécurité.

Classement des locaux au titre de la sécurité incendie :

- le site HEH est classé en établissement ERP Type U de catégorie 1 ;
- les locaux objet de la présente opération présentent un isolement au titre du classement individuel du pavillon X et non de l'établissement HEH : le Pavillon X (locaux du futur URCC) est classé en établissement ERP, Type U, 3ème catégorie (ce niveau et le SS-1 sont non accessibles au public).

La zone doit respecter la réglementation liée à l'ERT.

Les locaux de la présente opération sont en compartimentage suivant pièces graphiques architecte. Les locaux techniques (CTA et gare pneumatique) sont dédiés au seul usage de l'URCC, ils font partis du même compartiment que l'URCC du RDC.

1 7 Performances thermiques

La présente opération est soumise à l'obligation de conformité de la Réglementation Thermique Éléments par Éléments et à l'Arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.

Les entreprises veilleront, dans le cadre de leurs travaux, à limiter autant que possible les ponts thermiques.

1 8 Classement des risques des locaux à atmosphère contrôlé

Classes de risques des locaux de la zone à atmosphère contrôlée (dénommée ZAC ci-après), suivant l'ANSM Bonnes Pratiques de Préparation Edition 2022 :

- salle de préparation sous PSM : classe B ;
- salle de préparation sous isolateurs : classe C ;
- sas préparateur transfert : classe C ;
- sas préparateur : classe D ;
- sas décontamination : classe D ;

Correspondance entre l'ANSM et la norme ISO 14644-1,

- Classe de risque B = ISO 5, en surpression par rapport à tous les locaux qui l'entourent (DeltaP = +30 Pa) ;
- Classe de risque C = ISO 7, en surpression par rapport à tous les locaux qui l'entourent (DeltaP = +30 Pa, +15Pa avec les locaux entourant) ;
- Classe de risque D = ISO 8, en surpression par rapport à l'extérieur (DeltaP = +15 Pa) ;

Dans les locaux de la zone à atmosphère contrôlée, les conditions demandées sont :

- température été/hiver de 22°C, avec 66% HR maximum ;
- soit une ambiance avec 10g eau/kgAS ;
- le Wn intérieur maximum sera de 12g/m³.

Toutes les salles de la ZAC sont en surpression. L'ensemble des portes des ces locaux sont équipées d'un système d'interlockage afin que deux portes ne puissent être ouvertes simultanément, sauf en cas d'urgence (hors portes d'accès maintenance). Les passe-plats de chaque salle de préparation sont également en surpression par rapport à toutes les salles ($\Delta P > +30$ Pa) et leurs deux portes sont interlockées.

1 9 Qualité des matériaux

Afin qu'aucun produit de construction en contact avec l'air intérieur n'émette de fibres ou de particules, il est demandé à l'entreprise de s'assurer que les produits à mettre en œuvre aient fait l'objet d'un test de cancérogénéité selon la Directive Européenne 97/69/CE du 05/12/1997.

1 10 Composition des planchers existants

L'entreprise prendra connaissance du Diagnostic de l'existant rédigé par ARCADIS le 25/01/2013, sous la référence FR0112 002195, pour la composition structurelle des planchers.

Les planchers existants sur le site Edouard Herriot sont majoritairement de type Hennebique (« caissons » avec mâchefer).

Afin de s'assurer que le plancher du 1^{er} étage du pavillon X soit de type Hennebique, nous avons demandé une campagne de sondages.

Deux carottages non-traversants (arrêt au niveau de la sous-face de la dalle haute du plancher) et 2 piquages ont été demandés afin de connaître l'épaisseur et la composition du plancher. (Voir plan de repérage des sondages page suivante)

Selon la campagne de sondages effectuée dans le Pavillon X par les services techniques des HCL, on constate la composition des planchers existants suivante :

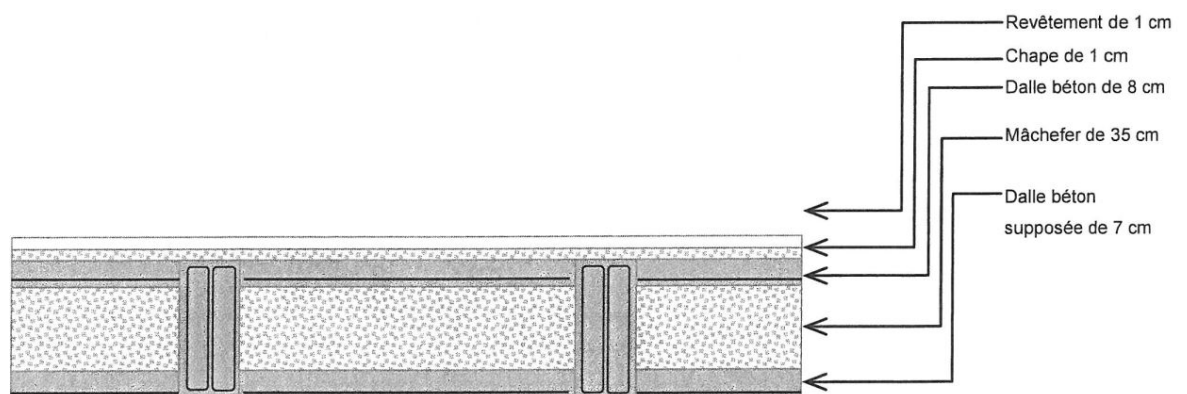


Figure 3 : Coupe structurelle du plancher existant

L'épaisseur sur l'ensemble du plancher est de 52 cm environ avec prise en compte de l'épaisseur de la chape et du revêtement.

1 11 Amiante

Certains travaux sont susceptibles d'être réalisés à proximité de matériaux contenant de l'amiante, sont joints en annexe du dossier de consultation sous la référence documentaire 210362_DIAG AMIANTE.

Il a été repéré des matériaux contenant de l'amiante.

1 12 Plomb

Certains travaux sont susceptibles d'être réalisés à proximité de matériaux contenant du plomb, est joint sous la référence documentaire 210362_DIAG AMIANTE.

Il a été repéré des matériaux susceptibles de contenir du plomb.

1 13 Note de phasage des travaux

Les travaux du présent marché s'inscrivent dans une volonté des HCL de passer d'une logique pavillonnaire par spécialité à un regroupement fonctionnel des activités dans le but de fluidifier le fonctionnement pour le patient comme pour le personnel. Pour ce faire, la présente opération correspond aux travaux de restructuration des futurs locaux de l'Unité de Reconstitution Centralisée des Cytotoxiques (nommé ci-après dans le présent document sous l'acronyme URCC) au Pavillon X. (transférés depuis le Pavillon E).

Ces services devant être maintenus en activité autant que possible, le respect des plannings sera essentiel à la réussite du transfert.

Les entreprises prendront connaissance du phasage des travaux de la présente opération, détaillé dans la note de phasage jointe au présent Dossier de Consultation des entreprises.

Il est rappelé qu'à réception des offres des entreprises, ces dernières sont réputées avoir pris connaissances des contraintes liées au milieu hospitalier et au phasage des travaux de la présente opération.

L'entreprise désignée aura ainsi conscience de devoir à sa charge :

- installation de chantier, conforme au Plan d'Installation de chantier, avec toutes les protections nécessaires pour la séparation des flux chantier et personnels du site ;
- le maintien en bon état, les déplacements et les compléments des barrières chantier suivant l'avancement des travaux et leurs retraits en fin de chantier ;
- les barrières étanches à l'air et aux poussières pour les locaux dits sensibles ;
- tous les moyens de manutention et de protections du personnel nécessaires au déroulement des travaux ;
- toutes les protections induites par le travail en site occupé et hospitalier prenant en comptes les nuisances sonores, visuelles, olfactives, et pollution, pouvant impliquer (selon planning prévisionnel) des travaux en horaires décalés dans les zones à fortes contraintes.

2 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

2 1 Connaissance des lieux et de ses contraintes

A la remise de leurs offres les entrepreneurs sont réputés :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ou à défaut accepter de ne pouvoir se prévaloir a posteriori d'une méconnaissance du site ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

L'entrepreneur est réputé avoir connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Il ne pourra arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

Les contraintes d'un site hospitalier en activité :

Il est rappelé que le site hospitalier est occupé et en fonctionnement. Seuls les futurs locaux objets de la présente consultation sont préalablement libérés.

Le stationnement dans l'enceinte du site est payant pour les entreprises : se reporter aux documents afférents et mis en annexe du présent document, à savoir :

- procédure accès stationnement dans la cour des services généraux ;
- stationnement des véhicules des entreprises extérieures.

Les travaux devront occasionner le moins de nuisances possibles aux occupants de même qu'aux riverains, dont le service des soins palliatifs localisés au droit de l'emprise travaux au niveau R+1 (bruit, poussières, trafic routier, pollution visuelle). Tous les moyens nécessaires seront mis en œuvre (en accord avec la maîtrise d'œuvre et le CSPS), pour circonscrire au mieux la gêne. Le service pharmacie en sous-sol est en activité maintenue.

Les entreprises devront être disponibles pour des opérations ponctuelles et programmées en brèves interventions (notamment aux niveaux occupés R+1 et R+2), selon le planning prévisionnel des travaux et du phasage des opérations.

Points de vigilance pour toutes les entreprises :

Les travaux en milieu hospitalier impliquent qu'un certain nombre de précautions soient prises :

- **les poussières ne sont pas tolérées**, l'étanchéité à l'air sera imposée et tout particulièrement sur les zones de type Fripharme (confinement des zones de travaux) ;
- **nuisances sonores à limiter** (utilisation de matériel thermique interdit, goulotte avec limiteur de bruits de chutes) ;
- **nécessité d'interventions en horaires décalés** (lorsque le maintien en activité des services est impacté) avec possiblement des interventions de nuit selon le phasage des travaux ;
- **port en permanence d'un badge nominatif** pour les entreprises et leurs sous-traitants (nom de l'entreprise, nom et prénom du représentant de l'entreprise, photo et possibilité d'y ajouter l'intitulé du chantier). La carte OPPBTP est acceptée.

L'entreprise prendra connaissance des préconisations énoncées dans le document Prévention des risques liés à l'empoussièrément lors de travaux hospitaliers aux Hospices Civils de Lyon, joint à la consultation ;

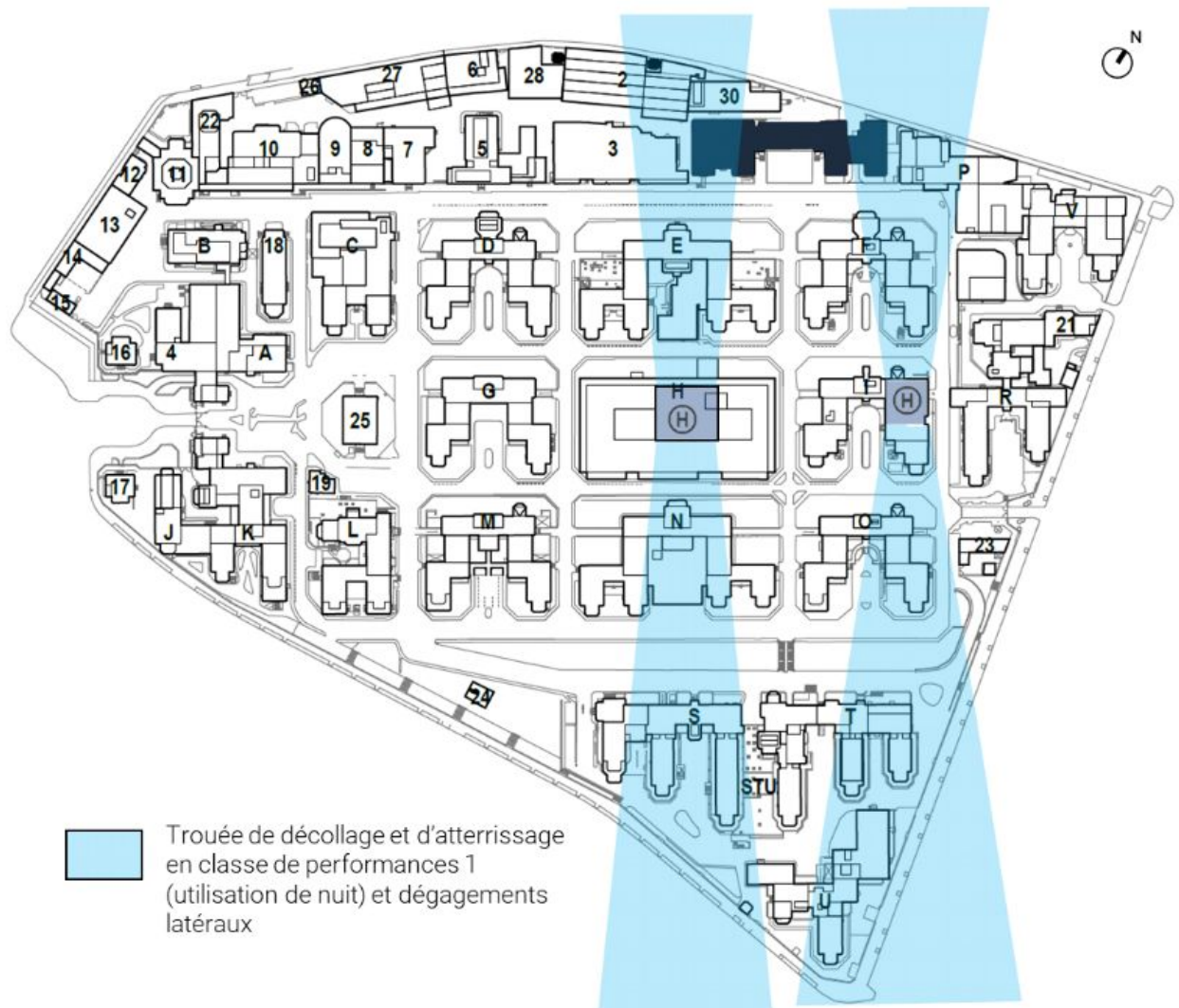
- **les réseaux localisés dans l'emprise des zones travaux et servant à d'autres services seront maintenus en activité**. Ils incombent aux entreprises des lots techniques de procéder au repérages fins de ces réseaux, de les identifier et tout mettre en œuvre afin d'assurer la continuité de service ;

- **locaux soins palliatifs au Pav. X R+1 (aile est)** reçoit du public et est constitué de locaux à sommeil. Toutes les précautions seront prises pour limiter au strict nécessaire les nuisances de tout ordre ainsi que la circulation dans cette zone.

- **les moyens de levage pouvant gêner l'activité de l'hélistation** dont les plateformes sont situés à une altitude de référence de 199.5m NGF. Elles sont localisées sur le Pavillon H et le Pavillon I, l'entreprise se référera au document "Travaux susceptibles d'impacter l'exploitation d'hélistation" et avisera, dans les délais et par la procédure adaptée, la Direction Générale de l'Aviation Civile.

Ci-après :

- en bleu : les trouées de décollage et d'atterrissage en classe de performances 1 (utilisation de nuit) et dégagements latéraux
- en noir : emprise bâtiment 1 ("H" de gauche) et pavillon X ("H" de droite).



2 2

Contenu du prix du marché

Les prestations à la charge de l'entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux de ses installations de chantier ;
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation de ses travaux ;
- tous les carottages, percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux pièces marché avec restitution des degrés coupe feu des parois ;
- la fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'application de tous les protocoles et prescriptions HCL ainsi que les coûts engendrés ;
- sa quote-part dans les frais généraux du chantier et le compte prorata ;
- tous les frais engendrés par des travaux sur ouvrages contenant des produits contaminés ;
- la protection des ouvrages avoisinants pouvant être détériorés ou salis par ses travaux ;
- l'établissement des plans d'exécution ;
- l'établissement des plans de réservation et/ou des plans d'atelier et de chantier (PAC) ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- le nettoyage de ses zones d'intervention en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage, le tri sélectif et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur, de tous les gravats, emballages et déchets issus de ses travaux ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;

- la remise au maître d'ouvrage lors de la réception de la ou des notices de fonctionnement ou encore de la ou des notices d'entretien ;
- ainsi que tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-avant mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète de ses travaux.

2 3 **Caractère non limitatif du CCTP**

Le CCTP a pour objet de définir les travaux et leur mode d'exécution, il n'a aucun caractère limitatif. Tous les ouvrages représentés sur les plans et non cités au présent document et inversement seront à prévoir par l'entreprise. En conséquence, il demeure contractuellement convenu que moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, l'entreprise devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

2 4 **CDPGF annexé au DCE**

Le cadre de décomposition du prix joint au dossier de consultation n'a qu'une valeur indicative non contractuelle, il appartiendra au soumissionnaire, en se fondant sur le CCTP, les documents graphiques et les renseignements recueillis, de vérifier ce dernier, suivant ses méthodes de calcul propres et d'appréciation. Toutefois, afin de faciliter l'examen des offres, ce cadre de décomposition devra être présenté et articulé en suivant le cadre remis. L'entrepreneur veillera à remplir tous les onglets du cadre de décomposition remis au format EXCEL.

2 5 **Responsabilité de l'entrepreneur**

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers : mitoyenneté, locaux en activité, locaux à sommeil, voisinage tiers, voiries, réseaux publics etc. Il sera également tenu pour responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation. En aucun cas, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ne pourront être tenus pour responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

2 6 **Travaux spéciaux**

Dans le cas où il sera prévu dans le marché des travaux pour lesquels l'entreprise titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle requise, les travaux concernés devront être sous-traités à une entreprise possédant la qualification voulue. Le choix du sous-traitant sera à soumettre au maître d'ouvrage pour acceptation dans le cadre de la période de préparation, sous peine de pénalités. Cette sous-traitance se fera dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur à ce sujet. L'entreprise titulaire du marché sera responsable du respect par ses sous-traitants de la sécurité sur le chantier, des exigences environnementales et sanitaires.

2 7 **Règles d'exécution générales**

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. Ils devront respecter les référentiels et protocole des Hospices Civils de Lyon.

À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées. La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, et aucune prolongation de délai ne sera accordée. Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués «non traditionnels» devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

2 8 Études techniques - Plans d'exécution

Les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail des ouvrages seront à la charge de l'entrepreneur et seront inclus dans son offre. A partir de ces documents, l'entrepreneur aura à sa charge l'établissement des plans d'atelier et de chantier (PAC).

Les plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier devront faire apparaître tous les détails et points particuliers que le maître d'œuvre jugera utile à la bonne exécution des ouvrages.

Ils seront à remettre au maître d'œuvre et au bureau de contrôle pour validation.

Le présent CCTP, ainsi que tous documents qui y seront annexés, ont pour objet d'exprimer, avec la plus grande précision possible, les principes conceptuels, ainsi que les dispositions générales auxquels devront satisfaire les ouvrages et/ou installations à réaliser.

Il appartient à l'entreprise, choisie entre autres critères pour sa compétence professionnelle :

- d'attirer l'attention du maître d'œuvre sur l'éventuelle inadéquation de certains principes ou dispositions générales proposés, du fait de la nature ou de la destination des ouvrages et/ou installations à réaliser ;
- de lui demander tous éclaircissements qui lui paraîtraient nécessaires pour pouvoir, en toute connaissance de cause, et en toute responsabilité, procéder à ses propres études d'exécution, puis à la réalisation des ouvrages et/ou installations prévus à son marché.

Les approbations qui peuvent être données par le maître d'œuvre porteront sur le respect, par l'entreprise, des principes conceptuels et dispositions générales fixées par lui.

Elles ne constituent en rien un contrôle de la pertinence des calculs, études d'exécution, et détails de réalisation, qui resteront de la responsabilité exclusive de l'entreprise. Le titulaire du lot reste responsable en cas d'erreurs non signalées dans les documents fournis par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le maître d'œuvre.

2 9 Obligations pendant l'exécution des travaux

L'entreprise devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables aux travaux du présent marché.

Elle devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ses travaux.

Elle supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement au problème de circulation intra-site ou sur voirie.

Elle posera tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que tous éclairages nécessaires à l'accomplissement de ses travaux, et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par l'entreprise pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

L'entreprise a une obligation de résultats. Elle devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

Ils devront respectés les référentiels et protocole des Hospices Civils de Lyon.

À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués «non traditionnels» devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique auxquels ils sont rattachés, après avis favorable du bureau de contrôles.

2 10 Dossier des ouvrages exécutés

La fourniture du dossier des ouvrages exécutés (DOE) fait partie des prestations dues au titre du marché de l'entreprise.

Ce dossier doit comprendre, sans que la liste ci-dessous ne soit exhaustive :

- les plans correspondant à l'exécution réelle in-situ ;
- les caractéristiques exactes des matériaux et matériels mis en œuvre, à savoir : fabricant, type exact, fiches techniques correspondantes, fournisseur, notices de fonctionnement et d'entretien, certificats de garantie, adresse éventuelle du SAV ;
- tous les PV requis garantissant la qualité des matériaux et matériels ;
- les fiches relatives aux essais effectués in-situ (attestations de fonctionnement) ;
- les agréments éventuels des installations (Consuel, etc...) ;

- les FDES ;
- carnet d'entretien et de maintenance (DUEM) ;
- tout document nécessaire à l'exploitation des ouvrages qui aurait pu être établi par l'entreprise au titre des obligations leur incombant du fait du présent marché.

Ce dossier, fourni en autant d'exemplaires que nécessaire (édition papier et/ou numérique suivant demande de la maîtrise d'œuvre), sera également communiqué au coordonnateur SPS pour la finalisation du DIUO.

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le maître d'ouvrage.

Remise du DOE

La remise des dossiers DOE se fera en 3 phases distinctes :

- à la réception des ouvrages, l'entreprise remettra un exemplaire complet de son dossier DOE à la maîtrise d'œuvre, pour contrôle et avis ;
- à réception de l'exemplaire complet du dossier DOE, la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage procéderont à l'analyse (architecturale et technique) sous un délai de 30 jours et les observations ou corrections à apporter seront envoyées à l'entreprise pour mise au point du DOE définitif ;
- l'entreprise corrigera son DOE, produira et remettra un dossier complet au plus tard 30 jours après la réception des observations.

3

REGLEMENTATION GENERALE APPLICABLE

3 1

Rappel de la réglementation

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables.

Les documents de référence contractuels applicables aux travaux du présent marché, sans que cette énumération ne soit exhaustive, sont notamment les suivants :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ; etc.

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- les DTU et NF-DTU ;
- les normes ;
- les Eurocodes ;
- les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- les cahiers du CSTB ;
- les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- les fiches d'application et solutions techniques ;
- les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P ;
- les Règles de l'Art Grenelle Environnement.

Chaque CCTP dresse un inventaire détaillé des règles à respecter pour l'exécution de l'ouvrage.

Exigences fondamentales

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences qui s'appliquent aux projets de construction ou réhabilitation, notamment en matière de :

- sécurité incendie ;
- accessibilité handicapé ;
- prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc) ;
- protection contre le bruit ;
- santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc) ;
- performance énergétique et la réglementation thermique ;
- qualité environnementale du bâtiment.

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ainsi que le comportement au feu des ouvrages en place.

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.

Cependant, il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du local concerné.

En tout état de cause, l'entrepreneur et son fournisseur devront apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

3 2 Règlement européen Produits de construction - Marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont les normes harmonisées et les documents d'évaluation européens.

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits non concernés par cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;

- le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;

- le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables. »

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

3 3 Produits et procédés innovants

Dès qu'ils sortent du contexte des techniques « traditionnelles », les constructeurs doivent établir avec leurs partenaires et leurs assureurs un niveau de confiance suffisant, tenant compte des caractéristiques de risques spécifiques des techniques et produits employés vis-à-vis des ouvrages réalisés.

Nombre des évaluations volontaires ont pour objet de contribuer à l'établissement de ce niveau de confiance, sans lequel l'établissement des projets, leur conduite, leur contrôle et leur réception seraient beaucoup plus compliqués. C'est en particulier le cas de l'Avis Technique (ATec) et de l'Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx). Ainsi, les produits et procédés sous Avis Technique inscrits en liste « verte » par la Commission Prévention Produits (C2P) de l'Agence Qualité Construction (AQC), bénéficient généralement de la part des assureurs des mêmes conditions d'assurance que celles appliquées aux domaines traditionnels, tels que ceux par exemple couverts par une norme et un DTU.

L'entrepreneur devra pouvoir justifier de l'emploi de produits et procédés innovants bénéficiant d'un Avis Technique valide.

3 4 Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « <https://qualiteconstruction.com/centre-de-ressources/?mc=C2P> » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir pris connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature du marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produit ou procédé devra vérifier, auprès de son Assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part, par écrit au maître d'ouvrage, de l'ouvrage concerné par cette « mise en observation » ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs.

3 5

Règlementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, l'entreprise a une obligation de résultat.

Cela implique qu'elle doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD).

À ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- des actions d'information et de formation ;
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Dans le cas où l'entrepreneur ferait intervenir une ou des entreprise(s) sous-traitante(s) et/ou un ou des travailleur(s) indépendant(s), amenés à travailler simultanément, la mise en place d'un coordonnateur sécurité est obligatoire. Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprise(s) sous-traitante(s), travailleur(s) indépendant(s), etc.).

Si un plan de prévention est exigé, il sera rédigé conjointement par le responsable de l'entreprise extérieure et l'entrepreneur. L'arrêté du 19 mars 1993 fixe la liste des travaux dangereux pour lesquels le chef d'entreprise intervenant dans une autre entreprise doit établir un plan de prévention, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

L'entrepreneur prendra en charge la rédaction du protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement.

Si nécessaire, et avant intervention, l'entrepreneur doit solliciter le maître d'ouvrage pour demander l'autorisation de travailler par point chaud. En retour, et avant le début des opérations, le permis de feu est transmis à l'entreprise pour accord et signature. L'entrepreneur devra rédiger le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), avant le début des travaux et dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (huit jours pour les travaux de second œuvre).

L'entrepreneur se chargera d'établir les notices de postes sur la base de l'évaluation des risques du document unique.

L'entrepreneur devra mettre en place les documents pour maîtriser les travaux réalisés en présence d'amiante :

- un mode opératoire pour toute intervention sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (travaux dits de « sous-section 4 ») ;
- un plan de retrait, de démolition ou d'encapsulage pour les travaux de retrait, de démolition ou d'encapsulage de matériaux amiantés (travaux dits de « sous-section 3 »).

Textes de référence :

- principes généraux de prévention :
 - article L. 4121-2 du Code du travail ;
- plan de prévention :
 - articles R. 4512-6 à R. 4512-12 du Code du travail (plan de prévention) ;
 - article R. 4514-2 du Code du travail (information du CHSCT) ;
 - article R. 4513-4 du Code du travail (mise à jour du plan de prévention) ;
 - arrêté du 19 mars 1993 (liste des travaux dangereux).
- équipements de protection individuelle (EPI) :
 - articles R. 4311-8 à R. 4311-11 du Code du travail ;
 - articles L. 4321-1 à L. 4321-5 et R. 4321-4 à R. 4322-3 du Code du travail (règles générales) ;
 - articles R. 4323-91 à R. 4323-106 du Code du travail (conditions d'utilisation, vérifications, formation et information) ;
 - arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- affichage obligatoire :
 - articles D. 4711-1, R. 4227-37 et R. 4323-76 du Code du travail ;
- coordination SPS :
 - articles R. 4532-1 à R. 4532-98 du Code du travail ;
- PPSPS :
 - articles L. 4532-9 et R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail ;
- apprentis :
 - décret n° 2015-443 et décret n° 2015-444 relatifs aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ;
 - articles L4153-1 à L4153-9, D4153-1 à R4153-52 du Code du travail (jeunes travailleurs) ;
- travail en hauteur :
 - articles R. 4323-58 et suivants du Code du travail (dispositions générales) ;

- article R. 4534-3 et suivants du Code du travail (dispositions de chantiers) ;
- article L. 4731-1 du Code du travail (arrêt de chantier) ;
- décret n° 2015-444 du 17 avril 2015 modifiant les articles D. 4153-30 et D. 4153-31 du Code du travail (relatif à l'affectation des jeunes âgés de moins de dix-huit ans à des travaux temporaires en hauteur) ;
- décision d'exécution (UE) 2015/2181 de la Commission du 24 novembre 2015 portant publication, avec restriction, au Journal officiel de l'Union européenne de la référence à la norme EN 795:2012, Équipements de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage, en application du règlement (UE) n°1025/2012 du Parlement européen et du Conseil ;
- décision déléguée (UE) 2018/771 de la Commission du 25 janvier 2018 relative au système applicable pour l'évaluation et la vérification de la constance des performances des dispositifs d'ancrage utilisés pour les ouvrages de construction et destinés à prévenir ou arrêter les chutes de hauteur de personnes, conformément au règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil ;
- NF EN 795 (mars 2016) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage (Indice de classement : S71-513) ;
- NF EN 1496 (février 2017) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs de sauvetage par élévation (Indice de classement : S71-515).

3 6

Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier

Déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

Principes généraux de prévention et de gestion des déchets

- articles L541-11 et L541-15-3, R541-13 à R541-27 du Code de l'environnement ;
- circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du Code de l'environnement ;
- recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment .

Déchets dangereux :

- arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux .

Déchets d'amiante

- circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;
- circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.

Fluides frigorigènes dans les équipements thermodynamiques :

- articles R543-75 à R543-123 du Code de l'environnement.

Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- l'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation ;
- l'article [R. 1337-6]#{ NCR/ARTR1337_6} du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :
 - le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ;
 - le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit ;
 - les comportements anormalement bruyants ;
- les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux ;
- le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;
- l' arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage.

Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés :

- articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique.

Réglementation concernant les matériels de chantier

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :

- articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3]#{AAXC} du Code de l'environnement ;
- directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores » ;

-
- arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
 - arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

4 SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES

4 1 Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- l'entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- l'entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- l'entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer l'exécution de ses travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entrepreneur du présent lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ses propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun cas se prévaloir ensuite, de manque de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.

Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent lot devra remettre aux entreprises intéressées, toujours par l'intermédiaire du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider les dites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot.

En complément aux prescriptions des DTU, l'entrepreneur sera tenu :

- de s'informer auprès du maître d'œuvre des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant avoir une influence sur ses travaux ;
- de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

4 2 Plan Général de Coordination (PGC)

Un Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) élaboré par le coordonnateur SPS nommé par le maître d'ouvrage, est fourni en annexe au DCE et constitue une pièce contractuelle du marché.

Les éléments du PGCSPS auront forces de données de base pour l'entreprise et ses sous-traitants ou travailleurs indépendants éventuels.

L'entreprise devra s'appuyer sur le PGCSPS pour établir son Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

4 3 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

L'entreprise et chacun de ses sous-traitants devront fournir un PPSPS qui fera référence aux prescriptions du Plan Général de Coordination en matière de protection de la santé.

Celui-ci indiquera de manière détaillée les dispositions et les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité pour tous les travaux que l'entreprise exécutera.

Il devra être établi en tenant compte des données générales et particulières d'hygiène et de sécurité contenues dans le PGC, élaboré par le coordonnateur de sécurité.

L'entreprise fournira à son sous-traitant pour qu'il en tienne compte : le plan général de coordination et les mesures d'organisation qu'il a lui-même définies dans son propre plan.

Le plan pouvant évoluer, un exemplaire à jour devra être en permanence tenu sur le chantier à la disposition des organismes officiels.

Le plan sera un document de travail et de communication.

4 4 Sécurité sur le chantier

Les articles R4532-52 à R4532-55 du Code du travail fixent une liste d'opérations comportant des risques particuliers pour lesquels un Plan général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est requis.

Les principes généraux de prévention sont donnés par les articles L4531-1 à L4531-3 du Code du travail.

L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordonnateur SPS nommé pour ce marché concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier.

Chaque entreprise devra s'appliquer à respecter la sécurité sur le chantier. Il devra, notamment, respecter les protections mises en place par d'autres entreprises, poser les protections nécessaires pendant ses travaux ainsi qu'en fin de travaux si des dangers subsistent après son passage.

Elle devra se conformer à toutes les règles de sécurité imposées ou non.

Tous les frais en découlant pour l'entreprise seront contractuellement réputés compris dans le montant du marché.

Le personnel de l'entreprise devra être vacciné contre les maladies et infections susceptibles d'être contractées du fait de la nature des travaux en ouvrage d'assainissement (tétanos, leptospirose, etc.).

4 5 Traits de niveau

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entreprise du lot **A.1 DEMOLITION - GROS OEUVRE** devra, à ses frais :

- porter à l'intérieur sur les murs et cloisons le niveau + 1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires pour toute la durée du chantier.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau devront rester visibles pendant toute la durée du chantier et en tous points.

4 6 Travaux spéciaux

Dans le cas où il sera prévu dans le marché des travaux pour lesquels l'entreprise titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle requise, les travaux concernés devront être sous-traités à une entreprise possédant la qualification voulue.

Le choix du sous-traitant sera à soumettre au maître d'ouvrage pour acceptation dans le cadre de la période de préparation, sous peine de pénalités.

Cette sous-traitance se fera dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur à ce sujet.

L'entreprise titulaire du marché sera responsable du respect par ses sous-traitants des exigences environnementales et sanitaires.

4 7 Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.

Dans les ouvrages existants de l'enveloppe :

Les carottages, trémies (pour le gros œuvre) et bouchements sont à la charge du lot gros œuvre sauf cas particuliers détaillés ci-après.

Les réservations sont demandées par les différents corps d'état et remis sous forme de plans cotés en 3 dimensions, au maître d'œuvre, avec copie des bordereaux d'envoi au coordonnateur de travaux dans le délai prévu par le planning.

Toute réservation non demandée, ne sera pas reportée sur les plans.

La synthèse est à la charge du maître d'œuvre.

En cas de conflit sur la réalisation d'un carottage ou d'une trémie, la rectification (perçement et bouchement ou renfort) sera réalisée par le lot qui a la charge des carottages et réalisation des trémies.

La dépense correspondante est à la charge de l'entrepreneur qui a demandé le carottage ou la trémie si ceux-ci ont été faits conformément aux plans transmis.

Dans les ouvrages neufs de cloisons

Les trous et bouchements sont exécutés par le lot **C.1 CLOISONS - DOUBLAGE - PLAFONDS** lorsque les canalisations sont réalisées avant le montage des cloisons, par contre, ils sont réalisés par les corps d'état demandeurs si les cloisons sont réalisées avant la pose des canalisations et gaines. En cas de litige, seul le maître d'œuvre est habilité à trancher sur l'enchaînement logique des interventions successives.

Les modalités de bouchements devront obtenir l'agrément du maître d'œuvre.

Les bouchements sont particulièrement soignés de façon à conserver le niveau d'isolement phonique demandé.

Les matériaux employés devront être compatible avec la cloison et la canalisation traversante. Ils devront être sans retrait.

Si des fourreaux sont utilisés, ils sont à la charge des entreprises posant les canalisations.

Les saignées et bouchements pour la pose des canalisations électriques sont réalisés par le lot technique concerné (électricité, courants faibles, chauffage, ...).

Dans les ouvrages neufs de plafonds

Les lots plâtrerie et plafonds doivent la réalisation de toutes les réservations demandées par les autres lots, ainsi que les enduits de finition.

En cas de conflit sur la réalisation d'une réservation, la rectification (perçement et bouchement ou renfort) est réalisée par le lot qui a en charge l'ouvrage dans lequel est réalisée la réservation.

La dépense correspondante est à la charge de l'entrepreneur qui a demandé la réservation si celle-ci a été faite conformément à sa demande initiale.

Cas particuliers

- degré coupe-feu :

Les bouchements et garnissages seront exécutés de façon à respecter le degré coupe-feu des ouvrages dans lesquels ils sont situés.

Les matériaux de bouchements devront être approuvés par le contrôleur technique.

- passages pour branchements :

Les trous nécessaires au passage des canalisations de branchement des services concédés (eau, gaz, électricité, téléphone, ...) sont à la charge du gros-œuvre compris le bouchement et raccord d'enduit.

Étanchéité des parties enterrées d'après le paragraphe ci-avant.

Incorporations

L'entrepreneur ayant en charge l'incorporation d'ouvrages dans ceux d'un autre corps d'état, devra se conformer aux dispositions arrêtées par l'OPC ou à défaut par le maître d'œuvre.

Si aucune disposition particulière n'est arrêtée entre les intervenants, l'entrepreneur qui a en charge les incorporations doit :

- donner les délais nécessaires à ses incorporations afin qu'ils soient pris en compte dans la période de préparation du chantier pour la mise au point du planning définitif ;

- prévoir les effectifs suffisants pour réaliser ses incorporations dans la période définie au planning contractuel.

L'entrepreneur qui a en charge les ouvrages recevant les incorporations doit prévenir le responsable du planning ou les entrepreneurs concernés de la date à laquelle ils pourront démarrer leurs incorporations et ce 8 jours calendaires avant cette date. Cette information devra être écrite.

En cas de non intervention de l'entrepreneur devant les incorporations, l'OPC ou à défaut le maître d'œuvre en sera informé.

La poursuite ou non des travaux sera soumise à un accord écrit du maître d'œuvre.

Les conséquences sur les éventuels retards dans la réalisation des ouvrages, pourront être imputées à l'entrepreneur chargé des incorporations.

4 8

Protection des ouvrages exécutés

Les entrepreneurs de revêtements de sol devront assurer la protection de leurs revêtements de sol jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage cette protection pourra être assurée par la mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique la mise en place de papier fort pourra convenir.

Les mêmes spécifications concerneront les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes qui du fait de leur position risquent d'être épaupérées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

4 9

Éléments "modèles"

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de «modèle» (prototypes et/ou 1er de série).

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat.

Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre, jusqu'à sa complète validation.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

4 10 Nettoyage de chantier

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols. Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Il est rappelé que le site des hospices civils de Lyon est soumis à une procédure clin travaux visant à la prévention au risque d'empoussièrement. En cas de travaux dans des zones à prescriptions particulières, ces gravois devront être ensachés immédiatement après coltinage et avant toute évacuation.

4 11 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

Tous les systèmes de fixations pouvant avoir été utilisés sur un élément de la façade feront l'objet de reprises. Les travaux de reprises (bouchements, réparations etc) seront traités conformément aux prescriptions de Archipat rédigées en février 2022, sous le document intitulé: Cahier des dispositions constructives à appliquer sur les pavillons et bâtiments existants,

5

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX DE REHABILITATION

5 1

Protections des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans des ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet. Le retrait et l'évacuation font parties intégrante de la prestation.

5 2

Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être selon le cas des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans antipoussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

5 3

Échafaudages et protections

L'entrepreneur devra mettre en œuvre tous échafaudages de tous types, et tous moyens de travail en hauteur, nécessaires à l'exécution des travaux.

Il devra également mettre en place toutes installations de protection, de sauvegarde et de garantie que l'entrepreneur jugera nécessaire, ainsi que celles qui lui seront le cas échéant demandées par le maître d'ouvrage.

Ces installations pourront notamment selon les conditions du chantier, être les suivantes :

- garde-corps et garde-gravois ;
- platelages de protection ;
- écrans ou autres dispositifs anti-poussière incluant test d'étanchéité à l'air conformément aux prescriptions HCL ;
- bâches de protection contre la pluie ;
- protections de revêtements de sols et d'escaliers.

Tous les frais de l'entrepreneur consécutifs aux prescriptions du présent article, font implicitement partie du prix du marché.

5 4

États des lieux

L'entreprise établira un état des lieux des existants avant le début des travaux et le communiquera au maître d'œuvre avant démarrage de ses intervention.

5 5

Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et des dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant la remise de son offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de son lot.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera, sous sa seule responsabilité, à la totalité des levées de cotes qui lui sont nécessaires.

5 6 Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux, avant les déposes/démolitions. Ils seront repérés et identifier physiquement sur site sans que le repérage ne puisse endommager ou détériorer les matériaux et équipements.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile. Les protections pour préserver les équipements sont à la charge du lot effectuant la dépose.

Les sujétions de récupération font partie du prix des marchés.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, l'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

5 7 Stockage de matériaux et gravois sur planchers existants

Aucun atelier de chantier et aucun stockage de matériaux neufs ou de matériaux déposés ainsi que de gravois de démolition, ne devront être établis sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à l'avancement normal des travaux, il appartiendra à l'entrepreneur de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'entrepreneur de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur.

6

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX EN SITE OCCUPE

6 1

Organisation de chantier

La présente opération sera réalisée sur un site partiellement occupé. Les entreprises devront se conformer au CCTP-C, aux prescriptions du coordonnateur sécurité, avec diligence, et elles respecteront le plan d'installation de chantier.

Il leur sera demandé de :

- respecter strictement les horaires de travaux définis par le maître d'œuvre ;
- de respecter les horaires de livraisons ;
- de s'assurer de maintenir en service continu les services jugés indispensables par la maîtrise d'ouvrage, en mettant en place des horaires décalés (travail de nuit notamment) ;
- de s'assurer du respect de la charte clin sur le risque d'empoussièrement pour les locaux à risques. En cas de doutes sur la localisation de ces locaux à risques, il incombe aux entreprises d'interroger le maître d'œuvre au plus tôt ;
- nuisances sonores à limiter (utilisation de matériels thermiques interdit par exemple). Les soins palliatifs au R+1 plombent les locaux objet de la présente opération, il sera demandé aux entreprises de veiller au respect de leurs repos en prenant toutes mesures utiles pour lutter contre les nuisances sonores ;
- de veiller à la bonne planification des interventions, certaines zones sont à accès restreint. Il conviendra de notifier en amont de la nécessité d'intervention afin de recevoir les agréments aux interventions sur zone et les accès ;
- de respecter tous les protocoles HCL.

6 2

Locaux en activité

Le titulaire prendra connaissance du Plan d'Installation de chantier.

Le Sou-sol -1 n'est accessible qu'au personnel HCL, en activité dans les locaux non libérés pour les travaux. Certains locaux reçoivent une attention particulière en matière de sécurité en raison de la nature des produits stockés (médicaments entre autres).

Le RDC aile ouest est occupé par du personnel HCL, en activité pendant toute la durée des travaux.

Le R+1, aile est, est accessible au public et au personnel HCL (soins palliatif_risque aspergillaire fort), ils accèdent à ce niveau par l'ascenseur localisé au RDC côté parking visiteurs ou à l'escalier ;

Le R+2 aile est n'est accessible qu'au personnel HCL.

7

INSTALLATION ET GESTION DE CHANTIER

L'entreprise se conformera aux CCAP

7 1

Branchements de chantier

Eau

L'entrepreneur du lot Plomberie aura pris connaissance des possibilités de branchement eau avant la remise de son offre, qui lui seront indiqués par le maître d'ouvrage et procédera à l'alimentation en EFS de chantier, depuis réseau EFS avoisinant, de la base vie et à l'alimentation en eau du chantier.

Les frais de consommation d'eau seront à la charge de chaque entreprise intervenant sur le chantier.

Énergie électrique

L'entreprise du lot CFO-CFA a, à sa charge, l'amenée électrique sur zone chantier depuis le sous comptage mis en place par le maître d'ouvrage. L'entreprise prévoira dans son offre la mise en place de son/ses coffret(s) de prises chantier (conforme à l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics_OPPBTP, avec prise étanches classiques et à brochage conforme à la Commission Électrotechnique Internationale (CEI)).

La vérification de ces installations électriques sera réalisée par un organisme de contrôle, à la charge de l'entreprise de CFO-CFA.

Les frais de consommation seront à la charge de chaque entreprise intervenant sur le chantier.

7 2

Sanitaires

Des sanitaires de chantier seront mis à disposition des entreprises par le maître d'ouvrage, pendant toute la durée du chantier.

Les consommations, l'entretien régulier et la remise en état en fin de chantier, si nécessaire, sont à la charge du compte inter entreprises.

7 3

Salle de réunion, vestiaires

Le maître d'ouvrage mettra à disposition des entreprises des locaux pour les besoins des réunions avec tables, chaises et de locaux vestiaires.

Les équipements, les consommations, l'entretien et la remise en état éventuelle en fin de chantier sont à la charge du compte inter entreprises.

7 4

Compte prorata

Toutes les entreprises intervenantes seront assujetties au compte prorata.

Le compte prorata ainsi que toutes les dépenses d'intérêts communs seront gérés par le lot gestionnaire du compte prorata.

Par définition le gestionnaire sera l'entreprise en charge de l'installation de chantier, à savoir le lot **A.1 DEMOLITION - GROS OEUVRE**.

7 5

Litiges

Les différends, nés à l'occasion de la gestion et du règlement du compte prorata, sont soumis au tribunal compétent du lieu d'exécution des travaux, à moins que les parties conviennent de recourir à l'arbitrage. Le comité de contrôle peut décider que les frais exposés à cette occasion seront portés au débit du compte prorata.

8 PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX

8 1 Choix des teintes et/ou décors

Sauf indications contraires, les teintes et/ou les décors seront au choix du maître d'œuvre dans la gamme du fabricant pour la catégorie du matériau concerné, sans qu'il soit nécessaire de le rappeler dans le cahiers de clauses techniques et particulières de chaque lot.

8 2 Nature et qualité des matériaux et produits en général

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre, devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dits « non traditionnels », non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN ou ISO, devront selon le cas :

- faire l'objet d'un Avis Technique ou d'un Agrément Technique Européen ;
- être admis à la marque NF ;
- être titulaire d'une certification ou d'un label.

Pour les matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :

- la procédure d'obtention de l'Avis Technique devra être lancée par l'entrepreneur ;
- dans le cas où cette procédure d'obtention de l'Avis Technique exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite « procédure ATEEx » (Appréciation technique d'expérimentation), qui aboutit dans un délai de l'ordre de deux mois à compter de la date de présentation du dossier au CSTB.

À défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entrepreneur pourra demander à ses assureurs et au bureau de contrôle le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les preuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence. En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

Les produits « tout prêts » du commerce devront être livrés sur chantier dans leur emballage d'origine. Cet emballage comportera tous les renseignements voulus.

8 3 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par la destination finale des locaux, dont notamment :

- la conformité à la réglementation ;
- les conditions hygrométriques des locaux ;
- la nature et le type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- les conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- la compatibilité des matériaux entre eux ;
- etc.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères imposés par la destination finale des locaux.

Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors toutes décisions à ce sujet.

8 4 Contrôle et réception des matériaux sur chantier

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux et fournitures sur le chantier avant la mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis Technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies au présent CCTP.

Tous les matériaux défectueux ou non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

Tout produit comportant un étiquetage de dangerosité sera soumis à l'accord préalable de la maîtrise d'œuvre au moins

deux semaines avant sa mise en œuvre, par la fourniture de sa fiche de données sécurité (FDS).
Tout produit étiqueté "T+", "T", "Xn" ou "N" ne sera autorisé que sur justification argumentée de l'impossibilité de l'éviter.

8 5 Échantillons

L'entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par l'entrepreneur dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'œuvre.

L'acceptation par le maître d'œuvre des échantillons pourra également se faire par une mention explicite sur un compte rendu de réunion de chantier ou par un courrier du maître d'œuvre.

8 6 Protection et stockage des matériaux

L'entreprise devra faire son affaire de la livraison, du déchargement et de la protection contre les intempéries des matériels et matériaux sur le chantier.

Les matériaux et équipements seront livrés et entreposés sur le site sous les emballages de stockage que requièrent leur nature et selon les prescriptions et exigences des fournisseurs et fabricants.

L'entreprise aura l'obligation de mettre en œuvre les matériaux au fur et à mesure de leur arrivée.

Si toutefois ce n'est pas le cas, l'entreprise constituera un stock tampon qu'elle protégera des intempéries.

Les emplacements de stockage des matériaux et matériels en attente de mise en œuvre ou de montage seront précisés dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS). Les emplacements seront choisis de manière à ne causer de gêne :

- pour le personnel de chantier ;
- pour la circulation des engins de chantier ;
- pour le personnel HCL
- pour les visiteurs/patients ;
- pour les sociétés d'intervention ou prestataires de service aux personnes (ambulances, pompiers, gendarmerie etc.)..

En cas de besoin, dans la mesure où le planning d'exécution ne s'en trouve pas affecté, le maître d'œuvre sera en droit de demander à l'entreprise de différer la livraison de ses fournitures sur le chantier.

Cette obligation ne pourra donner lieu à réclamation d'aucune indemnité quelle qu'elle soit.